



Poste 3382 -14.04.2009

Affaire suivie par Fabrice SPARTA

LE DEPUTE-MAIRE DE LA VILLE DE NICE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 5ème, L.2212-4 et L.2214-3,

VU le courrier du 9 avril 2009 adressé par le [REDACTED] à la Direction adjointe de la Prévention des Risques Urbains de la Ville de Nice,

CONSIDERANT qu'un incendie s'est déclaré dans la soirée du 8 avril 2009 dans un appartement situé au 5ème et dernier étage du bâtiment B de l'immeuble sis à Nice, 4 rue Veillon situé à droite après le porche donnant sur la rue précitée,

CONSIDERANT que cet incendie a entièrement détruit l'appartement du 5ème étage occupé par [REDACTED] situé à gauche de l'ascenseur ainsi qu'une partie de la toiture du bâtiment B située au-dessus de cet appartement,

CONSIDERANT que l'ingénieur d'astreinte a évacué, à titre préventif, la totalité des appartements situés au 5ème étage dudit bâtiment,

CONSIDERANT que, toutefois, suite à une visite effectuée le 9 avril 2009 par un agent de la Direction adjointe de la Prévention des Risques Urbains en présence, entre autres, d'un représentant du cabinet [REDACTED] missionné par le [REDACTED] syndic de l'immeuble, ledit cabinet a adressé le même jour un courrier à la Direction précitée dans lequel ce cabinet atteste, d'une part, que tous les appartements du 5ème étage peuvent être réintégrés à l'exception de l'appartement entièrement détruit, et, d'autre part, que l'appartement situé au-dessous du logement de [REDACTED] peut être occupé (c.f. courrier du cabinet [REDACTED] du 9 avril 2009 joint au présent arrêté),

CONSIDERANT que, de surcroît, un étalement a été installé dans le salon et la cuisine de l'appartement entièrement détruit pour soutenir le plancher haut,

CONSIDERANT toutefois que, nonobstant la mise en place du dispositif d'étalement provisoire susvisé, la Direction adjointe de la Prévention des Risques Urbains estime nécessaire de maintenir les mesures d'évacuation et d'interdiction d'accès concernant l'appartement entièrement détruit en raison du très mauvais état du plancher haut ainsi que de la partie de la toiture sinistrée située au-dessus de cet appartement,

CONSIDERANT qu'au titre de ses pouvoirs de police générale il appartient au Maire de prendre toutes précautions utiles pour préserver la sécurité publique sur le territoire de sa Commune,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont confirmées les mesures suivantes ordonnées sur le terrain:

- évacuation de l'appartement du 5^{ème} étage situé à gauche de l'ascenseur dans le bâtiment B de l'immeuble sis à Nice, 4 rue Veillon et interdiction d'accéder à cet appartement.

ARTICLE 2:

L'interdiction d'accès à l'appartement visé à l'article 1 du présent arrêté restera en vigueur tant que les travaux de mise en sécurité ne seront pas réalisés.

ARTICLE 3 :

Les occupants qui avaient été évacués, à titre préventif, par l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Nice le 8 avril 2009 des autres appartements situés au 5^{ème} et dernier étage du bâtiment B de l'immeuble sis à Nice, 4 rue Veillon sont autorisés à réintégrer leurs logements.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié aux personnes morales et physiques ci-après désignées :

ARTICLE 5:

Les personnes visées à l'article 4 peuvent, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté :

| Saisir le Maire d'un recours gracieux,

Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois.

- soit à compter de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux,
- soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant l'accusé réception de demande de recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

| Saisir le Tribunal Administratif de Nice d'un recours contentieux.

ARTICLE 6:

En cas de maintien dans l'appartement dangereux sis au 5^{ème} étage du bâtiment B de l'immeuble sis à Nice, 4 rue Veillon de la personne évacuée ou en cas de présence de nouveaux occupants au mépris de l'interdiction d'accès ordonnée à l'article 1 du présent arrêté, il sera procédé à l'évacuation d'office de l'appartement occupé.

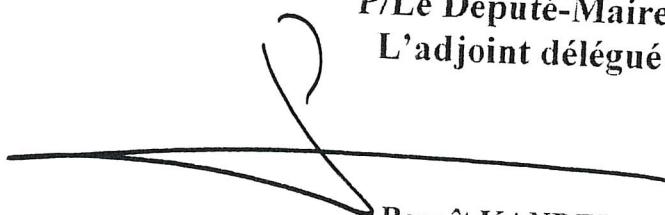
ARTICLE 7:

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de NICE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de NICE,

Le 22 AVR. 2009

**P/Le Député-Maire,
L'adjoint délégué**



Benoît KANDEL